



6COM-EUROPE

LETTRE BIMENSUELLE DE 6COM.BE SUR LES PROBLÉMATIQUES EUROPÉENNES

RELATIONS COLLECTIVES

Les syndicats réclament un Comité d'entreprise européen pour le Groupe Rossel

Les organisations représentatives du personnel des entreprises du Groupe Rossel ont convenu, à l'issue de leur première assemblée commune de demander la mise en place rapide d'un Comité d'entreprise européen. Au moment où se finalise le rachat du pôle CAP (L'Union, Est-Eclair, Libération Champagne, L'Aisne Nouvelle et CAP Régies), les organisations représentatives se sont entendues sur la nécessité de travailler en commun et d'organiser la solidarité face à la volonté de restructuration du Groupe Rossel dans l'ensemble de ses titres et entreprises.

17/01/2013

[RTBF](#)

PARLEMENT EUROPEEN

L'emploi des jeunes au Parlement européen

Le Parlement européen vient d'adopter une résolution relative à la "Garantie européenne pour la jeunesse", visant à permettre aux jeunes au chômage depuis plus de quatre mois de se voir proposer un travail, une formation ou un apprentissage. Le texte appelle les ministres de l'emploi de l'UE à adopter une recommandation du Conseil en février 2013, afin de mettre en place ce système dans tous les États membres.

16/01/2013

[Communiqué de presse du groupe des Verts au Parlement européen](#)

[Le débat au Parlement européen](#)

La taxe sur les transactions financières lancée...

Les 27 ministres des Finances de l'Union européenne ont autorisé onze pays à lancer une taxe sur les transactions financières (TTF). Il s'agit d'une première en matière fiscale, car le mécanisme de "coopération renforcée" n'est que rarement utilisé en Union européenne.

21/01/2013

[Communiqué de presse de la CES](#)

[Dossier d'Oxfam sur la TTF](#)

Révision de la directive sur les offres publiques d'acquisition. Position de la CES

La Directive 2004/25/CE sur les offres publiques d'acquisition est actuellement en cours de révision. On entend par offre publique d'acquisition une offre publique adressée aux détenteurs d'une entreprise pour acquérir en tout ou en partie les titres qu'ils détiennent en vue de prendre le contrôle de l'entreprise. La CES conteste la philosophie qui sous-tend la Directive, selon laquelle les offres d'acquisition permettraient les restructurations nécessaires et amélioreraient l'efficacité de l'économie européenne et doivent donc être encouragées.

21/01/2013

[Communiqué de la CES](#)

[Position de la CES](#)

La protection de la santé des salariés exposés à l'amiante à la Commission de l'Emploi et des affaires sociales

La Commission de l'Emploi et des affaires sociales du Parlement européen vient d'adopter un rapport parlementaire concernant l'impact de l'amiante sur la santé au travail et les perspectives d'abolition.

[Communiqué de presse du groupe des Verts au Parlement européen](#)

[Le rapport](#)